

CONTENU

Politique commerciale américaine

Les États-Unis proposent une cible d'équilibre des balances commerciales au G201

Relations commerciales

La participation du Canada et du Japon aux négociations du TPP compromise3

Études économiques et articles connexes4

Politique commerciale américaine

Les États-Unis proposent une cible d'équilibre des balances commerciales au G20

Lorsque John Maynard Keynes s'est assis à la table des négociations à Bretton Woods au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour négocier le nouvel ordre monétaire et économique avec les États-Unis, son plan prévoyait l'imposition de mesures coercitives d'ajustement des balances commerciales. Les États-Unis, qui jouissaient alors d'un surplus important de leur balance commerciale, refusèrent d'emblée de se soumettre à une forme d'ajustement imposée par une organisation internationale et proposèrent plutôt un système monétaire où le fardeau de l'ajustement incomberait aux pays déficitaires. Signe des temps, à l'approche de la rencontre du G20 en novembre prochain en Corée, ce sont aujourd'hui les États-Unis qui proposent de limiter les surplus commerciaux.



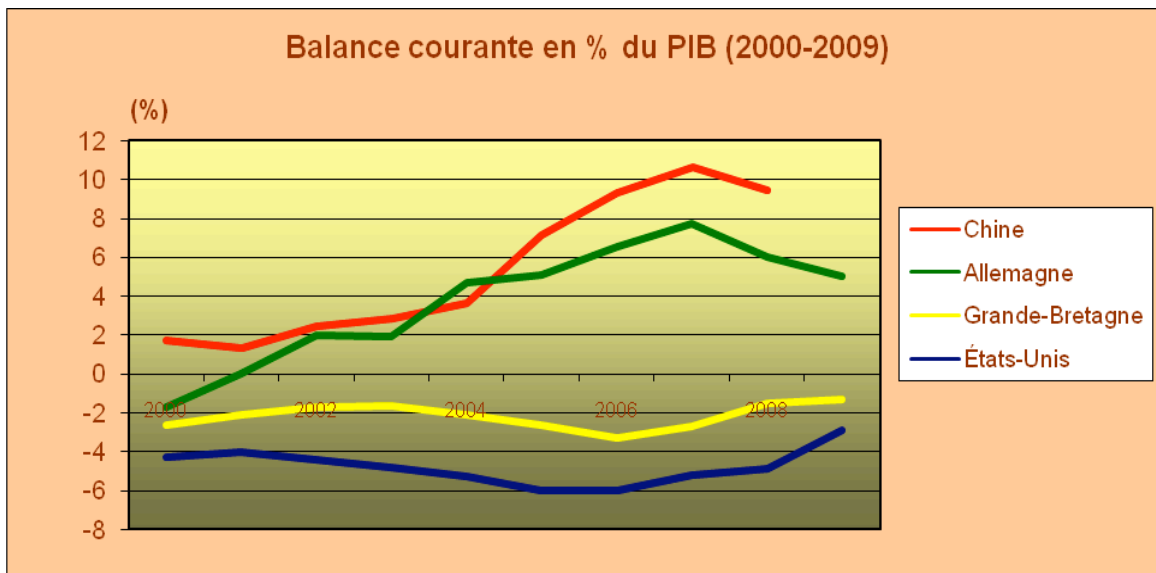
Secrétaire au Trésor
des États-Unis,
Timothy Geithner

« Les pays du G20 devraient adopter des mesures dans le but de rééquilibrer leur balance commerciale dans un rapport déterminé en pourcentage de leur PIB. [...] Les pays du G20 qui entretiennent des déficits constants devraient accroître l'épargne nationale en adoptant des mesures fiscales qui permettront de maintenir des niveaux soutenables d'endettement et en augmentant leur capacité à exporter. En revanche, les pays du G20 qui entretiennent des surplus constants devraient adopter des réformes structurelles, des politiques fiscales et des politiques de change qui favorisent la croissance locale et supportent la demande globale. »

– Timothy Geithner, lettre aux représentants des pays du G20, 22 octobre 2010

Lors des rencontres préparatoires en vue du sommet du G20 de Séoul, qui réunissaient les 22 et 23 octobre derniers les ministres des Finances et les banquiers centraux du groupe, le secrétaire au Trésor des États-Unis, Timothy Geithner, a pressé ses collègues de s'entendre sur des politiques communes qui permettraient de rééquilibrer la croissance mondiale. Les États-Unis ont répété leur requête en faveur de l'adoption de politiques fiscales strictes dans les pays qui affichent un important déficit commercial, d'une ouverture accrue des marchés de capitaux des économies émergentes et du flottement libre des devises. Mais ce sont les discussions entourant l'adoption d'une cible d'écart des balances courantes de 4 % en fonction du PIB qui ont surtout divisé les participants. Sans surprise, les ministres des pays qui accusent des déficits de leur balance courante ou qui ont une croissance faible comme l'Angleterre, l'Union européenne et le

Canada, qui voudraient bien voir le niveau de leurs exportations augmenter au détriment des pays avec une balance excédentaire, ont appuyé la proposition. Les pays dont l'économie est fortement axée sur l'exportation et qui présentent des surplus importants de leur balance courante comme le Japon, la Russie, l'Allemagne, le Brésil et surtout la Chine, ont rejeté une telle mesure. Les discours très tranchés sur la question ne permettent pas pour l'instant d'entrevoir une entente entre les pays membres d'ici à la mi-novembre. Avec un ratio de -3 % de la balance courante sur le PIB en 2008, les États-Unis répondent évidemment à une telle exigence, alors que la Chine, avec un ratio similaire qui approche les 10 % pour la même période, n'y répond pas et devrait imposer des mesures drastiques pour se soumettre à une telle mesure.



Source : Banque mondiale

Ces tensions surviennent alors que les interventions étatiques sur les marchés dans le but de soutenir les économies nationales se multiplient et que plusieurs analystes font état du spectre des dévaluations compétitives dans un contexte de reprise lente suite à la dernière crise. La croissance dans les économies les plus développées est anémique et les économies exportatrices tentent de soutenir leur économie en intervenant sur le marché des changes. La Chine, qui intervient massivement pour éviter que le renminbi (RMB) ne s'apprécie contre le dollar américain, est la principale cible des États-Unis. Depuis juin, la Chine a légèrement desserré son étai monétaire. Bien que le RMB se soit légèrement apprécié face au dollar, il s'est généralement déprécié contre la plupart des devises des membres du G20. Cela s'explique en partie par la forte dépréciation du dollar depuis l'été. Il a subi une perte de près de 13 % depuis juin contre l'index DXY, qui représente un panier de devises regroupant notamment l'euro, le yen et la livre. Bien que les États-Unis se défendent de dévaluer volontairement leur devise, le maintien par la Réserve fédérale américaine (Fed) des taux d'intérêt à près de 0 % ainsi que l'annonce d'un assouplissement monétaire sous forme d'une injection massive de liquidités dans le système bancaire, dans le but de stimuler davantage la reprise économique aux États-Unis, tend à dévaluer la monnaie américaine.¹ Les investisseurs profitent de l'abondance de liquidités pour investir dans des pays où les rendements sont plus prometteurs. Devant cette abondance de flux de capitaux étrangers à court terme, le Brésil et la Thaïlande ont imposé des contrôles sur ceux-ci,

¹ Voir à ce sujet la Chronique commerciale du 19 octobre 2010, en ligne : <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-19-10-10.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 28, 26 octobre 2010

alors que d'autres États, comme la Corée du Sud, sont intervenus sur les marchés pour limiter l'appréciation de leur devise.

Pour consulter la lettre envoyée par Timothy Geithner aux ministres des Finances et aux banquiers centraux du G20, voir : <http://www.reuters.com/article/idUSTOE69L05V20101022>

Sources : Abhijit Neogy et Luciana Lopez, « U.S. Plan for Trade Targets Hits G20 Headwinds », *Reuters*, 22 octobre 2010, en ligne: Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE69K0Q720101022> Glenn Somerville et Jan Strupczewski, « EU, U.S. See Old Habits Threatening G20 Plans », *Reuters*, 20 octobre 2010, en ligne: Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE69B14B20101020>

Relations commerciales

La participation du Canada et du Japon aux négociations du TPP compromise

Bien qu'ils aient démontré leur intérêt à joindre les négociations du Partenariat Transpacifique (TPP), la participation éventuelle du Canada et du Japon aux négociations est peu probable. Les pays qui prennent part aux négociations, menés par les États-Unis, ont rejeté la demande de participation du Canada. Le principal obstacle à l'adhésion du Canada au TPP reste la politique de gestion de l'offre dans certains marchés agricoles, notamment l'industrie laitière. Les négociateurs canadiens ont refusé durant les discussions bilatérales préliminaires de dévoiler les concessions potentielles qu'ils seraient prêts à offrir sur ce sujet politiquement délicat. Les négociateurs néozélandais et américains ont émis de sérieux doutes quant à la volonté réelle du Canada de réformer son système de gestion de l'offre. Les États-Unis reprochent aussi au Canada le laxisme de ses lois protégeant les droits de propriété intellectuelle. Le projet de loi fédéral C-32 devrait répondre à la majorité de ses griefs, mais le gouvernement canadien attend toujours la présentation d'un texte final de l'Accord commercial anticontrafaçon (ACAC) avant de soumettre la loi au vote de la Chambre des députés.

Le Japon démontre depuis plusieurs semaines un intérêt à joindre les négociations du TPP. Plusieurs obstacles s'opposent toutefois à ce qu'il y parvienne. Les États-Unis ont indiqué que le Japon devrait aussi être prêt à offrir des concessions dans le domaine de l'agriculture. Plusieurs secteurs agricoles, notamment la culture rizicole, y sont fortement protégés et les lobbies agricoles y ont un poids politique important. Le gouvernement japonais a déclaré qu'il se prononcerait sur sa participation éventuelle avant la réunion de l'APEC prévue pour novembre prochain. Une contrainte temporelle pourrait cependant restreindre sa capacité à se joindre aux négociations : les États-Unis doivent notifier le Congrès 90 jours avant d'entamer des négociations avec le Japon. De plus, ce dernier devra procéder à des discussions préalables bilatérales avec chacun des partenaires de l'Accord avant de rejoindre officiellement les négociations, ce qui reporte au mieux au printemps 2011 son intégration au processus. L'inclusion d'un nouveau participant se complexifiera à mesure que les négociations arriveront à terme. En outre, les États-Unis ont déjà fait savoir que neuf partenaires constituent une base solide pour l'Accord. Le TPP se veut inclusif et de nouveaux pays pourront s'y joindre après la fin des négociations.

Rappelons que le TPP est une extension de l'Accord sur le partenariat stratégique transpacifique (*Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement*), un accord de libre-échange en vigueur depuis 2006 entre le Sultanat de Brunei, le Chili, Singapour et la Nouvelle-Zélande. Progressivement, à partir de 2008, les États-Unis, l'Australie, le Pérou, le Vietnam et la Malaisie ont entamé des négociations pour élargir l'accord original. Les États-Unis souhaitent faire de cet accord la base de la zone de libre-échange prévue par le *Groupe de coopération économique de l'Asie-Pacifique* (APEC), qui devait entrer en vigueur en 2010. La troisième réunion de négociation du



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 28, 26 octobre 2010

TPP a eu lieu à Brunei du 5 au 8 octobre 2010. La prochaine réunion est prévue en Nouvelle-Zélande en décembre prochain. Les participants prévoient compléter les négociations avant la fin de 2011.

Source : Jamie Strawbridge, «TPP Countries Say Canada not Ready to Join Talks, Press Vietnam to Decide », *Inside US Trade*, vol. 28, no 41, 22 octobre 2010.

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Ben Geman, « China to Limit Exports of 'Rare Earth' Minerals Vital to Energy Tech », *The Hill*, 19 octobre 2010, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/e2-wire/677-e2-wire/124853-china-to-cut-exports-of-rare-earth-minerals-vital-to-energy-tech>

Christian Oliver, « Seoul Says US Holds Key to Trade Deal », *Financial Times*, 19 octobre 2010, en ligne : Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/4d4b61e4-db96-11df-a1df-00144feabdc0.html>

Doug Palmer, « US, China Trade Meet Set for mid-December - US Aide », *Reuters*, 19 octobre 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSN1914427820101019>

Henny Sender, Michael Mackenzie et Richard Milne, « Unravelling the Web of Fed QE », *Financial Times*, 21 octobre 2010, en ligne : Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/98d2e6de-dd29-11df-9236-00144feabdc0.html>

Hwang Doo-hyong, « Korea, U.S. Lawmakers Sent Letter Urging Lee, Obama to Change Korea FTA's Text: Report », *Yonhap*, 19 octobre 2010, en ligne : Yonhap <http://english.yonhapnews.co.kr/national/2010/10/20/78/0301000000AEN20101020000600315F.HTML>

Linda Sieg, « Japan Eyes US-led Free Trade Pact Despite Backlash », *Reuters*, 22 octobre 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTOE69L01720101022>

Scott Malone et Nick Zieminski, « Asian Demand Boosts Profit at U.S. Manufacturers », *Reuters*, 22 octobre 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE69L2IE20101022>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 28, 26 octobre 2010

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278